

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Sit-in des adjoints de l'éducation devant la Direction

Ils étaient environ 150 à 200 adjoints d'éducation à s'être regroupés avec une discipline exemplaire, devant le siège de l'inspection académique.

Vers 14 heures, les grévistes ont demandé à être reçus par le directeur de l'éducation de la wilaya pour lui transmettre un communiqué portant entre autres sur trois revendications majeures, à savoir leur reclassification au 10^e échelon, leurs droits à la formation et leur promotion au rang de surveillant

général compte tenu de l'expérience professionnelle. Reçus par M. Hamimid, secrétaire général de l'inspection académique, à l'amphithéâtre, les protestataires se sont contentés d'une simple lecture de leurs revendications socio-professionnelles, dénonçant les dépassements de certains chefs d'établisse-

ments qui auraient abusé de leur fonction en exerçant des pressions, parfois brandi des menaces à l'encontre des grévistes, un problème que le secrétaire général avait promis de prendre en considération en le soumettant à l'inspecteur académique, dès son retour d'Alger, où il serait en mission auprès du ministère de l'Education nationale.

Retenons, enfin, que 80% des 693 adjoints d'éducation de l'ensemble

des CEM et des lycées de la wilaya ont répondu favorablement à l'appel du SNTE.

Un taux de débrayage que la Direction de l'éducation dément catégoriquement, en avançant le chiffre de 35% seulement.

Ce qui demeure néanmoins certain est le fait que la quasi-totalité des établissements moyens et secondaires de la wilaya sont paralysés depuis le début de la grève.

Saâdène Ammara

SAÏDA

La peine capitale pour l'assassin du réceptionniste de l'hôtel

Le tribunal criminel près la cour de Saïda a condamné, samedi dernier, un homme de 30 ans, célibataire, à la réclusion criminelle à perpétuité pour homicide volontaire.

Une condamnation pour homicide et guet-apens contre un père de famille, vol qualifié de la somme de 7 000 DA sur une autre victime, propriétaire d'un hôtel.

Au cours de l'audience de cette première affaire criminelle inscrite au menu de la cour d'assises durant sa deuxième session de l'année judiciaire 2008-2009.

Le représentant du ministère public a requis dans un brillant

réquisitoire la peine maximale contre l'accusé étant donné l'existence de preuves irréfutables contre lui. La défense s'est contentée quant à elle de plaider coupable et de demander des circonstances atténuantes pour son mandat.

L'accusé devra aussi verser les sommes de 400 000 DA et de 300 000 DA de dommages et intérêts à la famille de la victime.

Les faits : l'accusé s'était introduit dans l'hôtel situé en plein centre-ville un certain vendredi après-midi en 2000 et avait poignardé le réceptionniste à l'aide d'un couteau avant de s'emparer de la somme de 7 000 DA et de

prendre la fuite. Des témoins oculaires ont permis aux éléments de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya de Saïda d'épingler l'assassin dans le quartier populaire «La marine» alors qu'il était en possession d'un sac dans lequel se trouvait ses vêtements maculés du sang de la victime. Il aurait pris une douche après son forfait. Il a avoué son crime à la police.

Par ailleurs, le tribunal criminel examinera de nouveau mardi l'affaire des émeutiers de la commune de Hassasnas après son renvoi devant la Cour suprême à la suite de l'appel en cassation par le parquet général près la cour de Saïda.

Kadour D.

BÉCHAR

Une commune sinistrée ?

Les dépenses faramineuses de prestige engagées par l'APC de Béchar font jaser les citoyens et suscitent des inquiétudes sur la manière dont sont gérés les deniers publics.

Alors que la commune a été déclarée sinistrée par le gouvernement à la suite des dernières intempéries et des centaines de familles crouissent dans le froid et l'incertitude dans des centres d'hébergement, voilà que l'APC s'offre six voitures de tourisme de marque Renault Clio pour un montant dépassant les 6 millions de dinars. Il n'y a pas longtemps, cette même APC a acquis deux 4x4 Santa Fee pour plus d'un demi-milliard de centimes.

Aussi plusieurs centaines de millions de centimes ont été engagés pour des travaux d'aménagement et d'achat d'équipement pour le bureau du P/APC, racontent certains citoyens qui précisent que la municipalité ne procède plus au recouvrement de la taxe spéciale sur les plaques professionnelles,

affiches et enseignes, instituée par la loi de finances 2000. Il faut signaler qu'une grande partie de la ville n'est pas dotée de réseau d'évacuation des eaux plu-

viales et d'éclairage public. Cet argent pouvait servir à informatiser l'état civil qui est caractérisé par des fautes très graves (nous en avons les preuves).

Les instructions émanant des hautes autorités du pays demandant aux responsables des

collectivités locales de limiter les dépenses de prestige et d'exercer une gestion rigoureuse sont royalement ignorées.

La commune de Béchar, pour information, ne survit que grâce aux subventions de l'Etat.

Lies Mourad

ADRAR

Le torchon brûle entre l'APW et les correspondants de presse

Le torchon continue de brûler entre les correspondants de la presse locale et les membres de l'APW d'Adrar. Chacun campe sur ses positions.

Les faits remontent au printemps de l'année en cours lorsque les correspondants ont dévoilé à leur public l'ampleur et l'étendue de la culture et de la commercialisation des plants de cannabis. Certains ont même comparé cette région à la Colombie.

Car d'après les informations fournies par la gendarmerie, plus de 100 000 plants ont été saisis et détruits et plusieurs personnes impliquées arrêtées. Les membres

de l'APW, ou du moins certains, reprochent à la presse d'avoir amplifié les choses et que les chiffres avancés ne sont pas tout à fait exacts. Les informations recueillies émanent des autorités compétentes et la presse n'a fait que les reproduire. En attendant, toutes les sessions de l'APW sont boudées par les correspondants de presse. Personne ne veut faire de concessions et dans une correspondance adressée à l'APC, il est surtout question de présenter des excuses pour le préjudice moral causé aux correspondants. Une affaire à suivre !

El Hachemi S.

BLIDA

Deux banquiers sous les verrous

Deux banquiers dont une femme ont été placés, mercredi dernier, sous mandat de dépôt par le juge d'instruction du tribunal de Blida et ce, pour avoir encaissé un chèque de 90 millions de centimes appartenant à une société privée, implantée à Blida. En effet, c'est suite à une plainte déposée par le gérant de cette société qui avait constaté que son chéquier remis par sa banque était amputé d'un chèque que les éléments de la brigade de recherche et d'intervention de la sûreté de wilaya de Blida entreprirent une enquête.

La piste était brouillée au départ, car la signature apposée sur le chèque encaissé ressemblait visiblement à celle du directeur de la société et le bénéficiaire avait été payé par la banque sur la base de la présentation d'un permis de conduire.

Convoqué, ce dernier niera toute perception d'argent de cette banque et justifiera la perte de son permis de conduire par une déclaration de la police. Cependant, le 9 novembre, le directeur de la société privée constate un virement de 90 millions de centimes dans son compte dont le transfert de fonds lui était parvenu de l'agence HBTS de Dély-Ibrahim. Arrêté, le dépositaire du fonds à l'agence de Dély-Ibrahim avouera ignorer tout de cette affaire mais qu'il avait agi tout simplement pour rendre service à son frère, D. A., 36 ans, agent à HBTS de Blida.

Celui-ci reconnaîtra les faits et dénoncera sa complice, une employée de banque de 32 ans. C'est ainsi qu'ils révéleront à la police que le permis utilisé dans cette manœuvre avait été retrouvé dans leur banque. Le juge d'instruction a retenu contre eux les griefs de faux et usage de faux, falsification sur document administratif et financier, abus de confiance et vol.

M. B.

ALGER

Une famille élit domicile sous une tente à El-Madania

La famille Fihaoui Mohamed et ses trois enfants a élu domicile dans la rue et vit depuis un mois sous une tente. Le couple et sa progéniture ont été sommés de quitter la maison où ils ont vécu au quartier Serir à El-Madania pendant 14 ans en qualité de locataires. Les héritiers de cette habitation familiale ont en fait récupéré leur bien resté dans l'indivision jusque-là. La famille n'ayant aucune alternative a été contrainte de dresser une tente dans la rue en guise de toit pour ses enfants.

La demande de logement transmise en 1998 est demeurée lettre morte. Aujourd'hui désespérée, elle en appelle au premier magistrat du pays afin qu'une solution urgente, même provisoire soit trouvée pour mettre fin à leur calvaire qui ne fait que commencer. L'hiver et le froid n'arrangent en rien leur situation.

N. Y.

COUR CRIMINELLE

DE RELIZANE

67 affaires enrôlées dont 3 liées au terrorisme

La session de la cour criminelle, qui a eu lieu le samedi 15 novembre et qui s'étalera jusqu'au 17 décembre prochain, aura à traiter 67 dossiers dont 3 liés au terrorisme et qui font état de l'inculpation de trois personnes pour appartenance à groupe de terroristes et soutien, 8 crimes de sang, 1 affaire de meurtre dont 2 personnes sont impliquées, 7 attentats à la pudeur, 2 infanticides font état de l'inculpation de 4 personnes qui sont en état de fuite dont 1 femme, 17 associations de malfaiteurs dont 4 filles impliquées qui sont détenues, 5 autres liées aux coups et blessures, 8 pour faux en écriture et 3 incendies criminels.

Des affaires aussi ayant trait à d'autres crimes dont des détournements. Pour les différents délits 165 personnes (dont 8 en fuite) passeront à la barre de la cour de Relizane.

A. Rahmane

MASCARA

Augmentation des quotas d'eau pour les irriguants

Nous apprenons de source bien informée qu'à la faveur des dernières pluies et donc du volume d'eau disponible actuellement au niveau des barrages, les irriguants des périmètres de Habra et Sig seront soulagés avec une augmentation de 4 millions de m³ des quotas qui leur étaient attribués.

Dans ce contexte, une réunion a regroupé en fin de semaine les responsables de l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID), les représentants des fellahs et de la Chambre d'agriculture.

SIG

Un véhicule chute dans un ravin, 2 blessés

Cet accident a eu lieu jeudi aux environs de 23h. C'est une voiture de type Clio, qui a fait une chute dans un ravin causant des blessures à deux personnes qui ont été évacuées vers l'hôpital de Sig.

M. Meddeber